



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

03/06/2024

Rapport au Bureau National du 25 mai 2024

Depuis plusieurs semaines sous prétexte de « réduire le déficit public », de « faire des économies » le 1er ministre et la ministre « de la santé et du travail », C. Vautrin, annoncent de nouvelles réformes antisociales, ciblant :

- à nouveau *l'assurance chômage* (ce sera la 5^{ème} réforme depuis l'élection de Macron),
- *le pouvoir d'achat* des catégories les plus défavorisées
- désindexer les pensions de retraites et les aides sociales de l'inflation, qui permettrait de faire 20 milliards d'euros d'économie, mesure « jugée juste et nécessaire » par Antoine Foucher, l'ancien directeur de cabinet de Muriel Pénicaud. Pour Mathieu Plane, (économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques) "Au regard des enjeux, sachant que les retraites sont le premier poste de dépenses publiques, cela pose la question de savoir si on peut maintenir le niveau de vie des retraités".

Les milliards d'économie se font sur le dos des plus précaires, augmente la surexploitation des travailleurs afin de répondre aux exigences de profits des capitalistes pour gonfler encore la fortune des milliardaires français.

Le Medef dicte sa feuille de route au gouvernement

Avant d'être reçu par Attal le 28 mai, le président du Medef Patrick Martin, lui a envoyé un courrier de 7 pages. Dans lequel, après avoir salué les réformes menées depuis 2017, il incite fortement le gouvernement à aller plus loin, plus vite :

« Le redressement du pays est engagé, mais il est loin d'être abouti... il faut prendre les choses en main d'une manière déterminée en bonne intelligence entre les pouvoirs publics et les entreprises pour mettre en œuvre des réformes économiques ambitieuses et transformatrices ... il faut que l'État aille jusqu'au bout de son raisonnement et que le financement de l'assurance chômage ne soit plus, au deux tiers, supporté par les entreprises ».

Ce que veulent le Medef, le gouvernement, les marchés, l'Union européenne, le FMI, La Banque mondiale, l'OCDE c'est, par des mesures coercitives, faire baisser le prix de la force de travail.

Contrairement à ce qu'affirme Patrick Martin, l'assurance chômage tout comme la Sécurité sociale, n'est pas financée par les entreprises. Les richesses sont toutes créées par le travail. Le salaire, c'est le salaire brut qui comprend le total des cotisations sociales salariales, des cotisations sociales qualifiées à tort de « patronales » et du salaire net. Quand il y a une exonération de cotisations sociales « patronales » c'est une baisse du salaire et une augmentation des profits.

D'après un rapport du *Haut conseil du financement de la Protection Sociale* (HCFiPS), entre 1980 et 2021 - les cotisations salariales sont passées **de 23,9 % à 8,9%**

- et les cotisations « employeurs » de **72% à 36,5%**.

Soit une baisse totale de 50,5% des « cotisations sociales » en 40 ans.

En 2021 pendant la crise du covid, le montant des exonérations des cotisations sociales « des employeurs » a été de 150 milliards d'euros, faisant exploser les dividendes des actionnaires. Ce sont les travailleurs qui ont payé ces 150 milliards.

Dans l'Hebdo l'article *Pour un vote de lutte : la liste du Parti Révolutionnaire Communistes* soulignait « **La réforme de l'assurance chômage** signe une nouvelle offensive brutale de Macron contre les plus précaires »^[1].

Réforme de l'assurance-chômage : des économies qui pourraient se chiffrer en milliards

Selon l'Unédic, en privilégiant une réforme de l'assurance chômage s'attaquant aux conditions d'accès aux allocations et en réduisant de 24 à 18 mois la période de référence pendant laquelle il faut avoir travaillé pour toucher les allocations, 32 % des allocataires seraient affectés, et les économies pourraient atteindre **7,5 milliards** d'euros par an.

Ce sont les allocataires de moins de 25 ans ou sortant d'un CDD ou d'intérim, qui seraient les premiers touchés. Avec ces réformes à répétition Macron démantèle toujours plus l'assurance chômage et impose toujours plus de concurrence entre travailleurs, en stigmatisant ceux qui sont déjà les plus en difficultés. C'est une offensive massive contre l'ensemble du monde du travail.

Tabler sur cette réforme pour créer 90 000 est un argument fallacieux, il n'y aura aucune création d'emploi et c'est surtout le profil des chômeurs qui changera : des personnes moins qualifiées qui coûtent moins cher à indemniser. Pour le journal *le Monde* y voit « *une façon de trouver dans l'urgence des marges de manœuvre budgétaires, plutôt que d'apporter des solutions pérennes au chômage de masse.*

C'est un calcul qui cache la réalité du monde du travail impactée par un nombre croissant de défaillances d'entreprises. La CGT a recensé 130 plans de licenciement et qui vont supprimer, en reprenant le mode de calcul de la BPI (*Banque Publique d'Investissement*), entre 59 783 et 93 235 emplois directs et indirects.

Macron affirme et réaffirme qu'il poursuivra les réformes jusqu'à la fin de son mandat.

Le FMI le conforte dans sa logique austéritaire et l'incite à aller plus vite et plus fort.

Le dernier rapport du FMI, du 23 mai, sur la situation économique de la France, incite le gouvernement à aller plus loin « *La réforme des retraites et les réformes de l'assurance chômage ont commencé à porter leurs fruits. Les autorités doivent poursuivre leur ambitieux programme de réformes structurelles, promouvant l'emploi et renforçant la productivité. Les efforts proactifs des autorités pour renforcer la stabilité financière ont contribué à soutenir la résilience du système bancaire français et doivent se poursuivre.*

Le FMI donne de directives au Ministre de l'Economie : aller plus loin dans la politique austéritaire, il l'appelle à mettre en place « de nouvelles mesures » dès 2024 pour ramener la dette sur une trajectoire descendante.

Parmi ses préconisations d'économies, le FMI insiste sur le fait de cibler les allocations chômage et les dispositifs de soutien aux travailleurs et aux entreprises et de réformer les dépenses fiscales.

« En l'absence de mesures supplémentaires, la dette atteindrait 112 % du PIB en 2024 et augmenterait d'environ 1,5 point de pourcentage par an à moyen terme », alerte le FMI.

Ce niveau d'endettement « expose l'évolution future des finances publiques à une augmentation inattendue des coûts de financement ou à une baisse de la croissance qui viendrait aggraver les pressions budgétaires ».

Le plan est tracé, Macron appliquera l'ordre de mission que le capitalisme lui a donné : réformer pour peaufiner la surexploitation des travailleurs et du peuple, liquider les grands acquis sociaux, le modèle social français issu du Conseil National de la Résistance ; liquider ce qui reste du secteur public, en finir avec le droit à la protection sociale, à la retraite pour tous, en finir avec un service public hospitalier qui réponde aux besoins de tous, adapter toute la société française aux objectifs de développement du capital.

Face à ces attaques une obligation la lutte, abandonner le dialogue social et la recherche de compromis.

Ce n'est pas en répondant à l'invitation du groupe Liot à l'Assemblée nationale pour contester la réforme des règles de l'Assurance chômage que les syndicats lutteront contre une réforme jugée comme étant « la réforme la plus violente depuis sept ans », comme le dénonce la secrétaire générale de la CGT. Sophie Binet a appelé « l'ensemble des parlementaires à voter la proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites (proposition du groupe LIOT) ... ce texte qui permet à la représentation nationale de s'emparer d'un sujet sur lequel le gouvernement a, jusqu'à maintenant, agi de façon unilatérale, en se gardant bien de dialoguer avec les acteurs sociaux ».

Mais en construisant un rapport de force par la grève et un plan de lutte à la hauteur des attaques.

Au contraire, il y a urgence à rompre avec cette logique qui entretient la passivité et sème des illusions sur la possibilité d'obtenir des acquis en employant la seule voie institutionnelle.

C'est d'un véritable plan de lutte dont le monde du travail a besoin, comme l'a montré les cheminots qui ont paralysé les transports en île de France ce 21 mai. La colère qui s'est exprimée pendant la bataille des retraites est toujours là. On ne peut compter que sur nos propres forces, celle du peuple pour gagner contre le pouvoir et faire payer le capital qui surexploite les travailleurs. Il faut renforcer la combativité organiser la grève pour créer un rapport de force permettant de gagner. Lier la lutte contre l'austérité, l'attaque de tous mouvements contre la répression qui s'abat sur ceux qui soutiennent la lutte de libération du peuple palestinien et contre la guerre génocidaire d'Israël, contre le colonialisme en kanaky.

La lutte politique est indispensable, essentielle. Sans lutte, rien ne bougera, au contraire. Sans lutte tout s'aggraverait. Cette question du rapport des forces est indissociable de notre action politique.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES.

Un mot sur ce qui a été présenté comme un événement fort de la campagne des élections, le débat : Bardella-Attal. Tous les médias se sont esbaudis sur la performance d'Attal...

Débat organisé entre une tête de liste du Rassemblement National et un 1^{er} ministre qui lui n'est pas candidat, s'apparente à une transmission de pouvoir entre le 1^{er} ministre actuel et le futur 1^{er} ministre ! C'est un tapis rouge déroulé devant le RN, pour les prochaines élections présidentielles ! Attal a reconnu le RN comme faisant parti de « l'arc républicain ».

Les organisations patronales ont invité le RN et ont déclaré que c'était un parti avec lequel il était tout à fait envisageable de travailler. Le RN est bien e troisième fer au feu du capital !

Notre campagne : Notre liste de 81 candidates et candidates, est déposée et validée. Elle est représentative du monde du travail. Ce sont des femmes et des hommes engagés dans les luttes sociales et politiques, qui proviennent d'Auvergne, Île-de-France, Haut de France, Nouvelle Occitanie, Normandie, des Pays de Loire, Rhône Alpes, etc...

Les élections sont des batailles politiques importantes que nous devons mener sans aucune illusion sur le caractère démocratique de ces dernières. Nous faisons entendre la voix de notre parti, c'est le moment de développer avec nos candidates et nos candidats une campagne sur l'enjeu et surtout sur ce que nous proposons pour que les choses changent vraiment.

Aucun des autres candidats à l'élection présidentielle ne s'attaque au système d'exploitation

Le coût de la campagne s'élève à 2 millions d'euros rien que pour l'impression des bulletins de vote. Il nous est impossible d'envoyer par les voix officielles les bulletins dans les bureaux de vote, pour les 49, 5 millions d'électeurs en France.

Il est possible de le télécharger sur le site, et il a été envoyé par mails aux candidats, aux candidats, au CN, aux sympathisants et à nombre de lecteurs de notre hebdo. Cette campagne repose sur la mobilisation de nos adhérents et de nos sympathisants. Depuis plusieurs semaines des diffusions de tract sur les marchés, dans les entreprises ont été faites régulièrement. Des débats ont été programmés dans plusieurs départements. Notre site informe régulièrement des dates et des interviews de nos candidats à la télévision et dans les différents autres médias.

Cette campagne est un moment privilégié pour discuter de notre politique de faire connaître nos analyses le plus largement possible.

Nous mènerons la bataille politique sur la base de notre profession de foi : Celle pour un changement fondamental, une lutte sans concession contre l'Europe capitaliste.

^[1]. Cf. N° 874 23/05/2024